

ARRÊTÉ MUNICIPAL

Direction Equipements et infrastructures sportives - grands événements

N° CN-2022-2361

- réceptionné en préfecture le :
- publié le :
- notifié le :

**ARRÊTÉ MUNICIPAL PORTANT SUR L'IMPRATICABILITÉ DU TERRAIN D'HONNEUR
DE RUGBY DE MEYTHET SUR LA COMMUNE DÉLÉGUÉE DE MEYTHET
DU LUNDI 26 SEPTEMBRE 2022 AU 07 OCTOBRE 2022 INCLUS**

Le Maire de la ville d'Annecy ;

VU l'article L2212-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT que la ville d'Annecy est propriétaire des terrains sportifs de la ville d'Annecy,

CONSIDERANT que les associations sportives et scolaires utilisatrices du terrain cité à l'article 1, devaient organiser des entraînements, matches et/ou séances d'EPS, du 26 septembre 2022 au 07 octobre 2022 inclus.

ARRETE

ARTICLE 1 :

En raison de la dégradation du terrain, conséquence de l'état de sécheresse, des travaux d'ensemencement sont nécessaires sur le **Terrain d'Honneur de Rugby**, sur la Commune déléguée de Meythet.

ARTICLE 2 :

En conséquence, compte tenu de la nécessité de préserver cet équipement municipal et pour des raisons évidentes de sécurité, cet équipement sera déclaré impraticable et ne pourra pas, de ce fait accueillir les entraînements, matches et/ou séances d'EPS, du 26 septembre 2022 au 07 octobre 2022 inclus. Cette interdiction s'applique également aux pratiquants libres.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la ville d'Annecy, et affiché dans les équipements concernés.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire de la Ville d'ANNECY dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Grenoble par voie postale (2 place Verdun, BP 1135, 38022 Grenoble cedex) ou par voie électronique (Télérecours citoyens, www.telerecours.fr) dans le délai de deux mois :

- à compter de la notification de l'arrêté ou de sa date de publication ou
- à compter de la réponse de la Ville d'ANNECY, si un recours gracieux a été préalablement déposé.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville d'Annecy est chargé de l'application du présent arrêté qui sera notifié et/ou publié selon la procédure légale.
